



Lettre n° 2 mars 2008

Municipales 2008 : toujours pas de boussole

Les résultats de ces élections municipales ne bouleversent pas fondamentalement la donne politique de ces dernières années, aucun trait suffisamment saillant ou structurant pour les années à venir ne semble se dégager. Tachons néanmoins de tirer quelques enseignements provisoires : S'agissant d'abord de l'abstention, alors que les dernières échéances (présidentielles, législatives, référendum sur le TCE) avaient donné le sentiment d'un retour du politique avec une abstention en baisse, ces élections marquent le recul de la participation pour des élections locales, en particulier dans les quartiers dits « populaires ». Ensuite, si les résultats du second tour sont, à n'en pas douter, un avertissement pour le gouvernement, il serait aventureux néanmoins d'en déduire un rejet radical, par nos concitoyens, des politiques conduites par le gouvernement. Certes, nos concitoyens sont inquiets : inquiets face à la montée des prix, inquiets face à la dégradation de leurs conditions de vie, inquiets face à l'arrogance du patronat... et se tournent vers celles et ceux qui, le temps d'une élection, figurent ce mécontentement. Nous savons la volatilité extrême d'une partie de l'électorat et les effets de basculement « mineur » sur le résultat d'élections au scrutin majoritaire. Ce fût le cas, il y a dix mois, au moment des élections législatives, c'est encore le cas aujourd'hui, sans qu'il soit possible

d'en conclure une adhésion du corps électoral à un projet plutôt qu'à un autre. D'autant que dans de nombreuses villes, les programmes se structuraient autour de thématiques semblables : logement, transport, qualité de la vie, petite enfance... Par ailleurs, pour de nombreux commentateurs, la sanction ne concernerait pas prioritairement le contenu des politiques publiques menées par le gouvernement depuis dix mois, le « désamour » des français serait lié d'abord au comportement de Sarkozy dans l'exercice du pouvoir présidentiel. Trop de légèreté, trop de vie privée, trop de vulgarité... que le pouvoir enfin s'incarne dans la figure hiératique du Président ! (Il faut

Recul de la participation, avertissement pour le gouvernement...

prendre au sérieux ce genre d'explication car la légitimité du pouvoir repose aussi sur des dimensions symboliques, une forme de « sacralité » ou de distance que ne peut incarner la figure « bling bling » de Sarkozy). La « désymbolisation » du pouvoir présidentiel ajoutée à l'autisme actuel du gouvernement, qui n'entend pas modifier le contenu de sa politique, font peser un risque de crise institutionnelle et sociale grave. Au soir du second tour, le PS sort renforcé, laissant à ses partenaires traditionnels (PCF, Verts) un nombre d'élus supérieurs aux élections de 2001. Résultats que des appareils atones durant la campagne et en déficit de .../...

édito

Après les élections municipales, voici l'heure du bilan. Une grande partie de cette lettre d'Écologie solidaire est consacrée à l'analyse de quelques situations que nous trouvons significatives.

Plus généralement, à écouter les différents acteurs politiques, il n'y a que des vainqueurs. La droite, très culotée, explique que tout cela ne montre ni le désaveu de la politique menée depuis près d'un an ni la colère contre les engagements présidentiels non tenus (notamment sur le pouvoir d'achat). Mais la gauche, au sens large, pourrait faire preuve de plus de modestie. Une des premières leçons de ces élections c'est d'abord le fort taux d'abstention dans les quartiers populaires : Sarkozy n'est plus crédible, mais la gauche ne l'est pas devenue pour autant.

Pour le PS, majoritaire au niveau des régions, des départements et des villes de plus de 10 000 habitants, c'est une victoire indiscutable. Les autres forces de gauche (PC, Verts, LCR...) soulagées de s'en être sorties moins mal que prévu, s'empressent de retourner à la gestion de leurs petites boutiques (« Nouveau parti anticapitaliste », « rassemblement de tous les environnementalistes »...).

Pour l'Écologie solidaire, si ces élections ne font pas émerger une méthode générale de reconstruction d'une alternative solidaire et écologique à gauche, elles sont porteuses de directions prometteuses que nous mettons en évidence dans ce numéro

Les municipales vues de Marseille : exemplaires ?

A Marseille, une gauche « Ségoléniste » (1), héritière du système clientéliste de Gaston Deferre, a échoué devant le dinosaure Gaudin (49 élus contre 51 plus 1 FN). La stratégie de Jean-Noël Guerini, président du Conseil général des Bouches-du-Rhône, a consisté à ratisser toute la gauche au 1er tour, en allant chercher les individus et sans proposer un projet politique : alors que Les Verts, le PC et même LO l'avaient rejoint, leurs logos ne figurent nulle part (ni leurs propositions : www.guerini2008.fr).

A gauche une liste qui mélangeait les militants non-encartés des collectifs anti-libéraux, la LCR, et quelques déçus des autres partis (« Marseille Contre-attaque a gauche », MCAG), fait un peu plus de 5 % au 1er tour, comme le Moudem. Aussitôt, les démo-chrétiens (localement majoritairement ex-Verts) annoncent qu'ils se vendront au plus offrant, et c'est à la gauche. Par contre, aucune proposition n'a été faite à la liste MCAG, qui n'a aucun élu.

Le résultat est qu'au second tour l'électorat du Moudem s'est partagé également entre la gauche et la droite et qu'une partie de l'électorat de MCAG n'a pas voté, entraînant

la défaite socialiste.

On peut tirer deux leçons de cette séquence :

- l'alliance au centre ne paye pas.
- le PS n'est plus prêt à laisser des postes aux gauches différentes.

La deuxième est à méditer. Le mouvement entamé lors des régionales de 2004 (où le PS a refusé de fusionner avec Les Verts en Champagne-Ardennes et Midi-Pyrénées) s'est amplifié : à Toulouse, Grenoble, Montpellier, Marseille... (Paris étant un contre exemple) le PS a estimé qu'il ne pouvait pas payer le prix politique du ralliement de sa gauche indocile, et a donc décidé de faire payer les dissidents, même au prix de la défaite.

Cela peut signifier qu'il y a un espace politique pour la constitution d'alliances à gauche du PS, y compris avec la LCR dont les voix semblent maintenant s'additionner, mais qu'elles seront en affrontement total avec les socialistes. La fin du « désistement républicain » ?

Simon Imbert-Vier

Note

1. Patrick Menucci, tête de liste PS dans le 1er secteur, est son ancien directeur de campagne. Jean-Noël Guerini fait partie de ses soutiens.

Toujours pas de boussole

(suite de la première page)

perspectives ou d'orientations stratégiques claires ne manqueront pas de valoriser : le PCF pour déclarer qu'il est redevenu la troisième formation politique nationale, les Verts pour se réjouir de quelques succès locaux. Mais globalement, ces élections marquent le renforcement du bipartisme – PS d'un côté, UMP de l'autre – et l'affaiblissement des capacités d'autonomie des Verts comme du PCF. Sur 350 villes de plus de 15000 habitants remportées par la gauche, 250 communes seront gérées par un maire PS, 47 par un maire PCF et 4 par un maire Verts. Des résultats qui ne manqueront pas de peser sur les échéances futures tant la domination du PS reste forte, ses orientations politiques floues et ses majorités municipales composites. Nous savons déjà que de nombreux dirigeants du PS aspirent au recentrage (Collomb à Lyon, Resbamen à Dijon...) et cherchent à entraîner leurs partenaires traditionnels dans cette voie.

Quant au MoDem, ces élections confirment ce que nous savions déjà, soit la difficulté d'asseoir une politique sur une simple posture. La construction d'alliances à

géométrie variable reste illisible et peu opérationnelle sur un échiquier politique qui continue à se structurer selon l'axe gauche-droite. Tout en surfant sur la confusion et le désappointement des électeurs, renvoyant dos à dos la gauche et la droite, le Modem désorienté aujourd'hui plus qu'il ne clarifie. Mais attention, les élections à venir (Européennes en 2009 et Régionales en 2010), élections au scrutin proportionnel, pourraient bien remettre le Modem et son leader sur les rails.

Le cas d'Annecy

Annecy, « capitale » de la Haute-Savoie, où le représentant des Verts (accompagné de 3 autres Verts ou ex-Verts) depuis de nombreuses années dans cette localité, avait choisi, de se présenter dès le premier tour sur la liste du maire sortant Nouveau Centre (majorité présidentielle). Suspendus des Verts pour la durée des élections, et en attente d'une décision définitive, les 4 candidats ont été élus dès le premier tour sur la liste de droite. Une liste alternative, conduite par un militant de la LCR et composée d'ex-Verts, a obtenu 6 % des voix et un élu.

Alain Coulombel

Les élections à Ifs

Verts : un succès en trompe-l'œil ?

Première remarque : nettement moins de listes Vertes autonomes qu'en 2001 et y compris des régions entières quasiment totalement en union par choix politique assumé : Pays de Loire, Aquitaine (sauf les villes de Bergerac et St Médard en Jalles en banlieue de Bordeaux), en Haute et Basse Normandie (sauf Ifs dans la banlieue de Caen) etc ... Et ce ne n'est pas un hasard, ce sont les régions (Bretagne, Rhône-Alpes, Nord Pas de Calais ...) qui avaient fait le choix des listes autonomes aux régionales de 2004 qui voient le plus de listes autonomes à ces municipales. Dans ces conditions, il n'est pas difficile d'avoir plus d'élus qu'en 2001 (1500 au lieu de 1305). Mais l'expression autonome des Verts, elle a singulièrement disparu, un comble au moment où les urgences écologiques sont de plus en plus au cœur des débats publics.

Lorsqu'on regarde les résultats des listes autonomes, la majorité passe la barre fatidique des 5%, mais il est indéniable que le tassement des scores par rapport à 2001 est réel (-25% en moyenne). Ainsi on ne recense que 7 villes de plus de 10 000 habitants (15 000 en IDF) où les scores ont progressé. Mais ce recensement sous l'étiquette « liste verte » est un peu fallacieux puisque pour nombre d'entre elles il s'agit de listes beaucoup plus larges, y compris parfois sans l'étiquette verte même si certains de ces participants sont notoirement des militants Verts (l'exemple type est Montreuil). Ce qui est nouveau, c'est l'élection de maires verts à la tête de liste d'union dès le premier tour dans des communes dépassant les 5000 habitants mais aussi le maintien de plus de listes au second tour (17 villes de plus de 3500 habitants dont 6 de plus de 20 000) et qui dans plusieurs cas, malgré la fusion avec des listes clairement étiquetées extrême-gauche (LCR notamment comme à Montpellier)

voient leurs scores augmenter au deuxième tour. Cela signifie-t-il que l'époque où les scores Verts et LCR ne s'additionnaient pas serait terminée ?

Deux interrogations apparaissent à l'issue de ces élections

le refus par le PS de la fusion de deuxième tour avec des listes Vertes ou plus larges va-t-il poussé de plus en plus les Verts vers la recherche systématique de liste d'union au premier tour et par là-même préfigurer leur vassalisation totale vis à vis du PS ? La question est d'importance face à l'accroissement de la politique hégémonique du PS car le choix peut être douloureux, même si nous savons qu'à terme ce n'est plus seulement la tentative de listes autonomes que le PS cherchera à étouffer, c'est aussi toute velléité d'expression autonome politique y compris au sein de majorité de gauche.

y-a-t-il ouverture d'un espace à gauche d'autant plus important qu'il regroupe écologistes, alternatives à gauche, associatifs locaux etc ... implantés localement et avec une expression autonome déjà exprimée lors de précédentes échéances électorales ? et de telles listes sont-elles en capacité de tenir tête y compris à des maires sortants qu'ils soient PS ou PC et de trouver un électorat qui préfère un tel positionnement plutôt qu'une bascule vers le centre comme le propose une partie du PS ? Plusieurs exemples cette fois-ci semblent le montrer.

Pour les Verts, le choix peut donc à terme se poser entre devenir plus dépendants du PS au premier tour ou participer à des listes larges autonomes de type écologie et gauche alternative.

Martine Billard



Ifs, commune de 11 000 habitants, au Sud de l'agglomération de Caen, dirigée par le PS depuis 25 ans. En 2000, le groupe Vert (un tract par trimestre dans les boîtes aux lettres) a initié une association citoyenne, IDEES (Initiatives Démocratie Écologie Et Solidarités).

Cette association a présenté une liste en 2001 (avec 6 Verts dans les 9 premiers dont la tête de liste), contre une liste PS-PC-PRG et une liste de droite. Avec 30% au 1^{er} tour, la liste s'est maintenue au 2^e tour. Malgré une très belle campagne, le déficit de 350 voix étant trop lourd à remonter, la liste citoyenne n'a eu que 4 élus avec 31%.

Le maire a alors montré toute ses capacités de bureaucrate, usant d'une stratégie d'écoeurement vis à vis des élus de cette liste et interdisant la mise à disposition gratuite des salles de la commune aux associations et partis politiques.

Après une plainte engagée au Tribunal Administratif contre lui et gagnée, la situation s'est un peu améliorée en mars 2004 lorsque, Alain Guénais, candidat aux cantonales arrivé en seconde position (18% à Ifs contre 32% pour le maire PS avec soutien PC), a appelé à voter pour lui au second tour.

Le prêt de salle est redevenu (presque) libre (2 réunions publiques/an maximum !). Trois rencontres, depuis juin 2007, avec le PS n'ont pas permis de conclure une alliance. Un partenariat s'est alors instauré entre l'Association IDEES, les Verts et 3 élus de la liste PS-PC de 2001, écoeurés par les méthodes du maire (l'un des 3, ancien maire et adjoint aux finances de 2001 à 2003 est particulièrement apprécié des habitants) dans le cadre de la liste « Ensemble pour mieux vivre à Ifs – la gauche citoyenne ».

La campagne a été très active, collective avec un journal hebdomadaire depuis début février et un porte à porte intensif. Ajouté à cela le discrédit du maire sortant, de nouveau tête de liste PS-PC-PRG, le 9 mars les deux listes ne sont

.../... (suite en dernière page)

Listes LCR et Alternatifs

LCR : Un succès en trompe l'œil

Dans ces élections la LCR présentait ou soutenait quelques 200 listes dans toute la France, ce qui confirme un effort d'implantation nationale et aussi une certaine visibilité médiatique : 110 dépassent les 5 %, 18 se situent au dessus de 4,5 % et une vingtaine des 10 %, en général dans des villes moyennes ou la victoire de la gauche est probable. Cet incontestable succès confirme donc le bon score d'Olivier Besancenot et à «gauche de la gauche», la domination électorale de la LCR.

Pour autant cette analyse mérite d'être largement nuancée. D'abord en raison de l'affaiblissement de LO. Dans bien des cas le recul des amis d'Arlette Laguiller explique presque intégralement la progression de la LCR comme à Grenoble, Limoges ou Rouen. En outre la présence de la Ligue ne coïncide pas avec les orientations définies par son dernier congrès. Alors que la construction du «nouveau parti anticapitalisme» devait se faire sans alliance avec d'autres forces, 60 % des listes se sont formées par addition avec d'autres organisations (alternatifs ; CUAL, groupes locaux). D'après Christian Picquet (courant unitaire de la LCR) dans 29 villes le regroupement inclut le PC et dans 6 les Verts (comme à Gap ou à Draguignan), 69 % des listes de rassemblement ont franchi la barre des 5 % et 24 % ont dépassé les 10 % (la LCR n'y parvenant seule dans 4 % des cas). Sur le terrain l'union s'avère plus payante que le cavalier seul prôné par la majorité. A cet égard le cas le plus frappant est bien sur la situation à Clermont-Ferrand où la section de la Ligue désavouée au sommet a présenté une liste large avec notre ami JM. Duclos (alterekolo) en 3e position réalisant 15,3 % des voix au 2e tour. Encore plus surprenant à Morlaix la Ligue soutenait le Vert

Michel Le Saint qui progresse de 16 % en 2001 à 25 % aujourd'hui. Doit en conclure que désormais les électors écolo et d'extrême-gauche s'additionnent sans problème ?

Gauche alternative : une présence éclatée

Sous des étiquettes forts variées (Alternatifs, CUAL etc.), se présentant dans un petit nombre de villes (une cinquantaine), la Gauche alternative n'est pas apparu de manière visible. Plus de la moitié des listes comportaient une alliance ou un soutien de la LCR avec des résultats variables : faibles à Nice ou Nîmes, plus significatifs à Marseille, Montpellier, important à Nancy (7,4 %) ou St-Nazaire. Quelques cas d'espèce méritent d'être relevés : à Beauvais, Régis Lecuru, exclu des Verts, sort largement gagnant (7,32 %) d'un duel face à l'extrême-gauche, à Auch les Alternatifs implantés de longue date réalisent 9,19 %, à Paris face aux Verts et la LCR les listes GA atteignent 2 % ce qui est faible mais pas ridicule. A Lyon la liste «Audaces» emmenée par Gilbert Dumas, figure «écolo-alternative» bien connue, totalise 4,78 % sans se présenter dans tous les arrondissements. Il réussit ainsi un amalgame inédit entre LCR, Alternatifs et partisans de la décroissance !

Au total des résultats souvent encourageants, témoignant parfois d'un ancrage local important mais très inégalement réparti sur le territoire et surtout sans cohérence d'ensemble face à la multiplicité des situations locales.

Jean-Pierre Lemaire

Saint-Nazaire à gauche ! Oui, mais quelle gauche ?

A Saint-Nazaire, le maire sortant, Joël Batteux, PS, ex-MDC en rupture avec Chevènement se représentait pour un 5e mandat à la tête d'une liste «plurielle» PS-PC-Verts-UDB dans une ville assurément de gauche. Sa victoire finale ne faisait aucun doute. En 2001 sa liste avait été élue au premier tour avec 53,44 % des voix sans liste alternative de gauche. En 2008, au premier tour, la droite nazairienne en état de décomposition avancée présentait un UMP mal implanté et un jeune et dynamique candidat du Modem. A gauche, quatre listes : deux trotskystes (LO et PT), la liste «plurielle» du maire et une liste citoyenne diverse «Label gauche». Résultat : UMP 18,02 %, Modem 18,69 %, plurielle 43,23 %, Label gauche 12,24 %, LO 5,28 %, PT 2,51 % (46,13 % d'abstentionnistes). Au second tour, quatre listes : UMP 15,03 %, Modem 26,76 %, liste plurielle 40,52 %, «Label gauche» 17,69 % (46,20 % d'abstentionnistes). Les électeurs de gauche ont surtout amplifié leur vote-sanction du 1er tour : la liste plurielle perd 3 %, «Label gauche» gagne 5 % (4 élus).

Situation nationale et situation locale

La liste «Label gauche» s'est constituée à partir des décombres des collectifs anti-libéraux et d'associations citoyennes. La cohérence idéologique et politique de l'ensemble est loin d'être assurée. Elle se présente comme une liste de gauche indépendante des partis politiques en place. C'est très largement vrai (y compris de la LCR faiblement présente à Saint-Nazaire).

La synthèse politique de cette liste s'est faite largement sur la base d'un refus du maire et de ses méthodes de gouvernement. Si l'orientation globale de la politique municipale n'est pas vraiment contestée, sauf sur la question de la démocratie locale, les points de friction sur sa mise en oeuvre sont nombreux (urbanisme et de logement, environnement, .../...

Saint-Nazaire (suite)

transport...). Trois éléments expliquent la « fatigue » des nazairiens : les méthodes de gouvernement restée d'un autre âge - celui de la démocratie représentative « bourgeoise » -, l'ignorance de la démocratie participative : la légitimité issue tous les 6 ans des urnes suffit pendant tout le municipale, la mollesse et parfois l'ambiguïté des prises de positions lors de certains conflits sociaux (comme lors de la grève de la faim des travailleurs grecs de mars 2008), la concentration des pouvoirs municipaux et l'autoritarisme... « Label gauche » pointe que « la crise profonde de Saint-Nazaire est une crise de démocratie ». Le renouvellement des élus se fait attendre. Le pouvoir use ! Et les Verts ?

Avec 5 élus, Les Verts, en privé, pointent depuis longtemps les dérives démocratiques. Mais ils ont choisi depuis longtemps de s'assurer quelques places de gestion en liant leur sort à celui du maire. Ce choix leur rend impossible toute perspective de développement politique réel. Il n'ont ni pu, ni voulu assumer un positionnement autonome alors que la preuve est faite aujourd'hui qu'un espace politique existe.

D'autres perspectives
D'autres perspectives politiques étaient envisageables. Mais les conditions qui ont permis l'émergence de la liste « label gauche » viennent de suffisamment loin pour ne pas être dépassables dans l'instant : casse des collectifs unitaires, volonté du PC de sauvegarder par une alliance avec le PS le maximum d'élus malgré des attaques du même PS contre ses « bastions » locaux, amarrage des Verts à J. Batteux... La volonté très claire de « label gauche » de refuser toute négociation électorale entre les deux tours aurait certainement rendu très difficile l'ouverture d'autres perspectives.

L'hétérogénéité de « Label gauche » et sa constitution laisse planer des doutes sur sa pérennité. Le chemin politique est encore long qui verra l'émergence locale d'une force politique réelle regroupant militants antilibéraux, environnementaux, alternatifs, altermondialistes, féministes, syndicalistes. Cela se fera par un long et patient travail en commun et le dépassement des clivages actuels. Les sujets ne manquent pas où ils se retrouvent dès aujourd'hui : soutien aux travailleurs en lutte pour leurs salaires, dénonciations des atteintes graves à l'environnement, soutien aux sans-papiers, développement de la démocratie... C'est ainsi que s'imposera un projet alternatif liant émancipation sociale et révolution écologique.



Vienne (Isère) : les Verts et la LCR, ça peut le faire !

Vienne, sous préfecture de l'Isère (30000 habitants), proche de Lyon, a longtemps été le fief de Louis MERMAZ. Grand classique du genre, le vieux chef a passé la main trop tard et dans les pires conditions à son premier adjoint en 2001 qu'il a conduit au casse-pipe, face à une caricature d' élu local, Jacques REMILLER, maire de la petite commune voisine, capable d'être en même temps UDF, UMP et millioniste, et une vraie andouille. Le petit groupe des Verts viennois récemment créé et son élue d'opposition, Sylvie ULRICH, ont vaillamment tenu la position pendant 6 ans, alors que le PS brillait par son absence. Aux côtés des Verts, à part quelques membres d'ATTAC, de la LDH, la LCR, pourtant pas représentée sur Vienne même. Les sans papiers, la lutte contre des expulsions locatives dans les HLM, le soutien aux 3 de Saint Georges lors de leur procès au TGI de Vienne, ont créé des liens. A la législative, la complicité entre la candidate LCR, Catherine FAIVRE D'ARCIER, infirmière, récemment arrivée sur Vienne, et le candidat Vert, Michel WILSON, s'est transformée en une envie d'aller plus loin à l'occasion des municipales. A l'arrache, nous avons sorti une liste (« Résolument verte, décidément à gauche, Vienne pour tous ») conduite par Hervé LEGRAIN, qui anime le groupe local Vert, à laquelle le petit nombre de militants encartés des deux partis a eu le plaisir de voir se joindre plein de sympathisantEs de qualité. Condition pour être ensemble : l'attitude au second tour. Accord pour fusionner avec la liste PS (sauf en cas de fusion avec le MODEM), mais sans participation à l'exécutif en cas de victoire, et avec liberté de vote pendant la mandature.

Belle campagne, des liens se sont resserrés, résultat 6,2% : pour la première fois dans l'histoire politique viennoise, une liste à gauche du PS capte 735 électeurs (un peu plus que le cumul des voix des 2 candidats à la législative). Entre les deux tours, le PS reste sur sa position initiale : on ne change pas notre équipe. Il leur manquera 82 voix pour faire basculer REMILLER. Pour les journaux, la « dissidence » d'une liste de gauche est la cause de cet échec... Pas facile de faire comprendre à une médiocre presse de droite que les schémas politiques peuvent changer, au bout de 30 ans...

Pour l'avenir, nous avons identifié une bonne cinquantaine de militants et sympathisants prêts à se mobiliser. Nous allons essayer de faire prendre cette bouture pour récolter des fruits dans 6 ans... Un exemple à prendre en tout cas : l'approche LCR du « soutien sans participation » me paraît devoir être reprise dans les cas où nous ne sommes pas assez forts pour ne pas être noyés dans une alliance hégémonique avec le PS. Ce rapprochement de terrain avec l'extrême gauche (quand ses représentants sont sympa) me paraît à observer dans la durée, comme l'une de nos alternatives.

Michel Wilson

Augustin Grosdoy

Elections à Ifs (suite)

séparées que par 62 voix en faveur de la liste emmenée par le PS. Après débat en son sein, l'unanimité se fait pour maintenir la liste « Ensemble pour mieux vivre à Ifs – la gauche citoyenne » au deuxième tour, refusant la fusion avec les sortants. Malgré les accusations « d'extrémisme », « extrême gauche », « le vrai maire, ce sera le Vert, en 3^e position » (selon le maire

sortant), le résultat du deuxième tour est sans appel : la liste citoyenne arrive en tête avec 46 % et 310 voix d'avance devant la liste PS-PC-PRG avec 39,25 % et celle de droite qui recule de 19 % à 13 %. Ce deuxième tour a mobilisé 4 % de votants en plus. Face à des pratiques inacceptables d'élus de « gauche », le refus du fatalisme l'a emporté : une lutte politique collective de longue haleine, une volonté des militants Verts de maintenir le cap de la présence politique (réunion publique annuelle, présence active aux différentes élections) et de rechercher la mobilisation citoyenne, ont permis qu'une alternative soit crédible et l'emporte. Désormais, l'attente est forte. La démocratie active, le développement durable sont à mettre en œuvre pour y répondre.

Alain Gruenais



Grève de la faim à Saint Nazaire

A Saint Nazaire, le dimanche 30 mars, trois travailleurs grecs en sont à leur 17^e jour de grève de la faim dans un silence des médias (hors locaux) assez total. Les Chantiers navals, maintenant « Aker Yards » sous-traitent (entre autres) à une entreprise allemande « Frees » qui elle-même sous-traite à une autre entreprise allemande « Elbe ».

Cette dernière a employé des grecs dont Nicos, Boris et Leonidas qui ont travaillé sans que jamais ne leur soit fourni un contrat de travail malgré leur demande. Au final, le premier mois, la somme convenue n'a pas été versée, le deuxième mois, ils ont demandé le reste. C'est alors qu'ils ont été « licenciés » (sans courrier), avec menace de mort envers l'un d'entre eux.

Ils n'avaient pas assez d'argent pour manger et ont, tant qu'à faire, décidé d'entamer une grève de la faim, soutenu par l'USM-CGT (organisation CGT pour les intérimaires). Ils l'ont commencée à la mairie le 14 mars. Vu la journée électorale du dimanche, le maire les a incités à faire leur grève ailleurs (maison des sports, excentré où ils étaient « invisibles »). Ils sont revenus à la mairie le lundi 17 mars. Depuis une équipe s'est mis en place pour les soutenir, avec le MRAP, ATTAC, militants divers... Mais la mobilisation est difficile : rassemblement appelé par la CGT devant la sous-préfecture à 17h30, jeudi 20 mars, de 150 personnes !

Ces travailleurs ne parlent ni français, ni anglais, et nous pas grec ! Les échanges se font donc par l'intermédiaire d'un interprète, grec, ancien chef d'entreprise pour les chantiers.

Ils ont travaillé des 50 h par semaine, un d'entre eux, uniquement la nuit. Ils ont estimé que l'entreprise leur doit 8000 € chacun, plus le billet d'avion pour rentrer. L'entreprise, aux derniers propositions, après huit jours de grève de la faim, leur propose 2200 € comprenant le billet d'avion !

Le droit du travail a été bafoué : pas de contrat de travail, refus de payer les heures supplémentaires et de nuit. Difficulté de connaître leurs droits vu la méconnaissance du français (cas de beaucoup de salariés aux Chantiers).

A cette occasion, on apprend que les niveaux de sous-traitance aux chantiers vont jusqu'à sept niveaux facilement, et que le droit syndical est difficile à faire respecter, sans compter le droit du travail... français !

Marie-Elisabeth Allaire



La Lettre de l'Écologie solidaire est publiée sous la responsabilité de

Françoise Alamartine, Nicole Bertrand-Séris, Martine Billard, Yves Contassot, Alain Coulombel, Michel Evrard, Augustin Grosdoy, Simon Imbert-Vier, Marc Lasaygues, Jean-Pierre Lemaire, François Longerinas, Kyra-Françoise Mas, Laurent Moccozet, Nazy Paysokhan, Christian Prébois, Michel Wilson

Vous pouvez nous contacter en envoyant un courriel à

edition@ecologie-solidaire.org

Certains textes sont réduits dans ce document. Vous pouvez les consulter intégralement et lire toutes les contributions de l'Écologie solidaire sur le site

www.ecologie-solidaire.org

Vous pouvez vous inscrire ou vous désinscrire à la version électronique de la Lettre de l'Écologie solidaire en vous rendant sur le site

<http://listes.ecologie-solidaire.org>